



Modernité, transition postmoderne, réouverture du moderne. Le cas du Japon

Alain-Marc Rieu

DANS **DIOGÈNE** 2022/1 (N° 277-278), PAGES 250 À 270

ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 0419-1633

ISBN 9782130848998

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-diogene-2022-1-page-250.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

MODERNITÉ, TRANSITION POSTMODERNE, RÉOUVERTURE DU MODERNE. LE CAS DU JAPON

par

ALAIN-MARC RIEU

L'idée de modernité

La faculté des arts et sciences de l'université de Tokyo (campus de Komaba) a organisé en 1996, en collaboration avec l'Université Paris VIII, un colloque sur « La modernité après le post-moderne ». Les actes furent publiés en 2002 (voir Meschonnic et Hasumi 2002). En les parcourant, on comprend que personne à l'époque ne s'accordait sur la signification du thème et les problèmes à traiter. Vingt ans plus tard, le sujet a gardé toute sa pertinence ; les problèmes sont toujours aussi difficiles à formuler et analyser. Dans les arts comme dans les sciences, émerge périodiquement un thème qui désigne un moment historique si disruptif qu'on est contraint de l'explorer (ou de le refouler), d'en débattre collectivement. Le sens et l'enjeu d'un tel événement disruptif sont d'abord à construire pour être assimilés et y répondre. Consacrer aujourd'hui un colloque aux *Modernités en Asie orientale (Chine, Corée, Japon, Vietnam)*, c'est désigner à nouveau un moment historique et chercher les interrogations à développer.

La notion de modernité est complexe : elle suppose une définition de ce qu'on entend par moderne, mais elle suppose aussi que la modernité de chacun de ces pays d'Asie de l'Est est différente. À un autre niveau, pour qu'une société puisse définir ce qu'est sa modernité elle doit avoir traversé une transformation historique (une modernisation) qui a désormais atteint son terme¹. Mais que signifie pour une société atteindre sa modernité ? Comment comprend-elle ce qu'elle est devenue, la situation dans laquelle elle se trouve ? Que se passe-t-il à ce moment-là ? Est-elle ainsi en mesure de dépasser sa modernité ? Une société peut-elle s'émanciper de sa

¹ Baudelaire décrit la *modernité* dans son essai, *Le peintre de la vie moderne* (1863), ce que le monde *moderne* est devenu, ce qu'il *est* désormais, sans retour en arrière possible et d'un avenir imprévisible.

modernisation ou y renoncer ? Toutes ces questions sont celles que le mouvement postmoderne a soulevées².

Du point de vue d'une *épistémologie symétrique*, considérer la modernité comme l'essence du moderne, ce qui le distingue d'autres processus évolutifs, accroît la confusion. Ce qu'on identifie comme modernité est au contraire un moment critique d'un processus de modernisation, plus exactement celui où ce processus arrive à son terme, devient contre-productif, ce seuil où une société modernisée entre dans un processus de déconstruction. Ce qu'on nomme *post-moderne* est cette période historique où un type de modernisation atteint son apogée. Plus exactement, la modernité est la fin d'une modernisation et le postmoderne est le moment où se pose la question de l'après, de ce qui se ferme ou/et devient possible. Les causes de cette déconstruction sont internes (inégalités croissantes, mutation technique, crises économiques, divisions sources de désordres rendant une société ingouvernable) et/ou externes (catastrophes, guerres, etc.).

Ce sens restreint de *modernité* renvoie à une catégorie plus large englobant des processus distincts selon les contextes nationaux. Cette catégorie n'a d'existence que conceptuelle : c'est une *théorie du moderne* ou le *moderne* comme construction théorique. Cette théorie est dite symétrique : elle permet d'analyser selon les mêmes critères et modalités l'évolution de sociétés distinctes. Dans cette perspective, aucun cas particulier ne peut servir de modèle pour étudier et évaluer d'autres exemples. Il n'existe donc pas de modernité de référence, mais cette théorie s'élabore néanmoins à partir d'analyses de cas. En effet, les modernisations et les crises de modernité sont non seulement toutes différentes, toutes locales, mais aussi non synchrones. Une théorie du moderne symétrique permet de repérer des similitudes.

Les connaissances comprises dans cette catégorie du moderne ne se réduisent pas à des études littéraires, historiques, philosophiques ou sociologiques. La notion recouvre un ensemble de séquences historiques, d'événements, de problèmes, de débats et de conflits, de doctrines et de textes, qui se trouvent associés ou dissociés selon les cas. C'est ce qui explique l'hétérogénéité et l'asynchronie des situations, ce qui permet aussi de trouver des régularités et des similarités et surtout d'identifier des séquences historiques, y compris l'expérience d'une crise de la modernité. Selon mon expérience, le cas du Japon est le seul à proposer un niveau de complexité permettant une analyse précise de ce qu'on entend par modernité. Je distingue ici des séquences historiques et des événements disruptifs. La valeur épistémologique de son expérience historique est plus profonde,

² Mon analyse du *moment postmoderne* repose sur une étude plus large (voir Rieu 2022).

détaillée et informée que celles des pays d'Europe de l'Ouest qui sont la source de ce qu'on nomme communément *modernité*.

Le post-moderne, sa réception au Japon

L'enjeu est d'entreprendre une analyse conceptuelle informée des divers problèmes associés au Japon à l'idée *post-moderne*, à sa réception, son interprétation et son développement. Le point de départ est le colloque hybride de 1996, ce moment où survient une question nouvelle³ : une fois la fin du post-moderne atteinte, qu'est-ce qui émerge ? Où en est le Japon dans sa modernité ? La période 1996-2000 fut un moment critique dans l'évolution du Japon d'après-guerre : les milieux politiques, économiques et intellectuels, ont compris que le pays ne traversait pas une crise économique, sociale et politique commencée au début des années 1990, qui aurait une fin restaurant une version de la situation initiale. Il était engagé dans une transition dont l'issue demeure encore imprévisible.

Un scénario s'était imposé au début des années 1990 : une fois la reconstruction d'après-guerre terminée au milieu des années 1960⁴, avait commencé la période « de forte croissance », celle du triomphe du « modèle japonais ». Le Japon en crise allait désormais expérimenter un « atterrissage » vers une croissance faible : une fois la crise absorbée, le Japon se trouverait dans une situation « normale », semblable à celle des autres pays industrialisés. L'année 1996 fut donc un choc : la situation était anormale, instable et imprévisible : la déconstruction progressait au lieu de se résorber. Ce choc de 1996-2000 n'a touché que des milieux restreints ; il fut largement ignoré par la population. Mais les responsables administratifs, économiques et spécialistes débattaient de l'ampleur du défi à affronter.

En fait un débat sur le postmoderne avait été entamé au Japon depuis le milieu des années 1960 par des revues spécialisées dans les modes artistiques et les tendances intellectuelles mondialisées. La conjoncture était confuse car les situations n'étaient pas synchrones. Le mouvement post-moderne est né en Europe de l'Ouest au milieu des années 1960. Initialement, les principaux acteurs du débat venaient des sciences humaines et sociales, souvent de travaux réalisés en France. Il s'était mondialisé dans les départements de français et d'études européennes des grandes universités américaines, japonaises et d'Europe de l'Ouest dans les années 60-70⁵.

³ L'article de Francis Fukuyama "The End of History?" paraît en 1989.

⁴ L'organisation des Jeux olympiques est le marqueur en Asie de l'Est d'une société modernisée : Tokyo 1964, Seoul 1988, Beijing 2008.

⁵ Des thèmes, des auteurs ont servi de repère à cette époque au Japon : la déconstruction introduite par Derrida dans sa relecture de Heidegger, la déconstruction de la rationalité politique moderne par Michel Foucault, la

Comment les filtres de la culture et de la société japonaises ont-ils interprété le postmoderne ? Dans des articles de revues, les premières traductions, les débats dans les universités et des maisons d'édition, les Japonais discutaient en réalité de la crise de la modernité occidentale. Vues du Japon, les nations euro-américaines étaient parvenues à un stade de leur développement industriel et de leur influence culturelle où elles étaient confrontées à leurs impasses et entreprenaient d'étudier leurs présupposés. La modernisation euro-américaine avait atteint son tournant réflexif et critique.

Le postmoderne avançait dans l'ambiguïté. Le mouvement postmoderne est aujourd'hui largement oublié, ses débats semblent épuisés, comme une mode intellectuelle post-1968. En fait, il n'a jamais été dépassé. L'entrée en crise de la civilisation industrielle était aussi bien l'impasse de la modernité euro-américaine que de ses alternatives marxistes, « la fin des idéologies » du progrès libérales comme socialistes. Il marquait aussi l'agonie des régressions fascistes, identitaires et populistes qu'il *ringardisait* en pointant leurs présupposés et leurs conséquences meurtrières : elles ne survivaient que sous forme de simulacres. Cette expérience postmoderne n'était donc pas nostalgique, mais progressiste. La découverte de l'impasse était un appel au débat et à la recherche sans réponses préétablies. C'est pourquoi le thème du colloque de 1996, « Le moderne après le postmoderne », injectait une question qu'on ne savait pas traiter.

Dans un premier temps, le *moment* post-moderne fut principalement culturel ou idéologique, philosophique, littéraire et esthétique : les œuvres qu'il a inspirées sont aujourd'hui pleinement reconnues. L'impact du *mouvement* postmoderne est actuellement sous-estimé parce que les innovations artistiques, philosophiques et sociologiques préfiguraient des mutations en train de s'opérer, dont le monde actuel est issu. Elles étaient contemporaines de progrès majeurs dans les sciences et les technologies : les biotechnologies et les technologies numériques étaient en train d'émerger et commençaient à se diffuser. Ces mutations techno-scientifiques vont donc se développer dans une conjoncture qui saura les explorer, les exploiter et les critiquer en même temps. Ce désenchantement a engendré jusqu'à maintenant un scepticisme positif : la technophilie est aussi *ringardisée* que la technophobie.

Dans les dernières décennies du XX^e siècle, le monde né de la révolution industrielle, sous hégémonie américaine depuis 1945, était entré dans un processus de déconstruction : les pièces du puzzle qui le composait se dissociaient. Son avenir était devenu incertain.

critique de la société de consommation par Jean Baudrillard, la synthèse de Jean-François Lyotard, *La condition postmoderne : rapport sur le savoir* (1979). Il faudrait ajouter Karatani Kojin, Roland Barthes, etc.

S'était développé un *désenchantement* du moderne autour d'éléments disparates : les avancées technologiques se mêlaient au refus de la guerre (Vietnam), des violences et des inégalités, la critique de la société de consommation et des pollutions industrielles, la saturation des modèles dominants aussi bien politiques qu'industriels et artistiques, un rejet des identités et des valeurs établies (y compris de genre). Tout cela conduisait à une critique des formes de pouvoir qui entravent l'évolution du monde à la fois dans sa diversité et ses contradictions.

La grande césure : la crise de l'énergie des années 1970

La deuxième séquence est un événement disruptif. À partir de 1973, fit irruption ce que déniait le monde modernisé depuis son émergence : son mode d'interaction avec son environnement biophysique. L'événement qui a condensé et initié cette déconstruction étalée dans le temps est la crise de l'énergie de 1973. Absente du débat postmoderne, elle a tout changé et désormais nous submerge. En cinquante ans, la crise de l'énergie est devenue la transition environnementale qui conduit le monde à une nouvelle phase de son évolution. La substitution progressive mais massive du pétrole au charbon a généré une nouvelle géopolitique mondiale. Depuis les années 1950, les grandes compagnies pétrolières américaines, soutenues par le gouvernement fédéral, ont développé les technologies, les infrastructures et les politiques permettant d'exploiter des gisements de pétrole et de gaz à travers le monde, principalement au Moyen-Orient. L'objectif de cette transition énergétique était non seulement de garantir l'accès aux hydrocarbures mais surtout d'ajuster les coûts de l'énergie au taux de croissance des économies dominantes. Organiser l'extraction, le transport, le raffinage et la distribution exigeait une infrastructure globale sécurisée par le complexe militaro-industriel américain.

L'impact sur l'environnement et ses conséquences étaient à la fois assumés, relativisés et contestés. Ce régime économique et énergétique n'était pas soutenable (Meadows Do., Meadows De., Randers et Behrens 1972). En 1973, les pays propriétaires de ces ressources ont bloqué les exportations et obtenu un quadruplement du prix du pétrole brut, puis un contrôle accru des installations sur leur territoire. Les cours de toutes les matières premières ont été affectés. À cette époque comme aujourd'hui, une forte hausse des prix de l'énergie augmentait les coûts de production, provoquant à terme une augmentation générale des prix des biens et des services. S'ensuivit une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs susceptible d'ébranler les bases de la société de consommation et la pacification sociale qui en résultait. Des hausses de salaire furent consenties pour maintenir la demande, éviter les faillites des entreprises et une montée du

chômage. Il en a découlé une forte inflation et une exacerbation de la concurrence entre les entreprises, les économies et les nations, entraînant des faillites et du chômage. Une solution consistait à accroître l'exploitation des ressources naturelles, quel que soit l'impact environnemental. Pour d'autres raisons, une autre version de la même séquence se répète en 2021. La déconstruction postmoderne trouvait son sens historique : la civilisation industrielle était radicalement bouleversée, en fait condamnée à se dépasser et à se réinventer. Cette irruption des conditions environnementales des sociétés modernes, industrialisées, est une rupture irréversible.

L'âge postmoderne japonais

Seul le Japon en Asie de l'Est était concerné par le moment postmoderne et les effets de la première crise de l'énergie. La Chine sortait du maoïsme : Deng Xiaoping est arrivé au pouvoir fin 1978. À peine libéré de la guerre, le Vietnam cherchait comment se reconstruire. La Corée du Sud commençait à s'extraire d'un système politique autoritaire pour accélérer la modernisation de son économie et de sa société. Le Japon développait une trajectoire évolutive très différente de celle de l'Europe de l'Ouest et des États-Unis. Une fois sa reconstruction achevée dans les années 1960, ses élites administratives ont instauré, en symbiose avec les milieux académiques et industriels, un nouveau type de socio-économie (Johnson 1982). L'enjeu pour le Japon était de recouvrer son plein statut de *puissance* mondiale. Importer le mouvement postmoderne, ses débats et ses doctrines était une marque de puissance, d'une intégration parmi les nations qui pilotent le monde. L'expérience postmoderne n'avait pas encore altéré la dynamique interne du Japon. Elle l'avait au contraire renforcée : le Japon n'était pas en crise mais en train de consolider, d'explorer et d'exprimer la puissance de son modèle de société industrielle, celui du « Japan n° 1 » (Vogel 1979).

La situation était paradoxale : le Japon sous tutelle énergétique américaine fut directement affecté par la crise de l'énergie puisqu'il importait tout son gaz et son pétrole. Son modèle politique et industriel est néanmoins sorti renforcé de la première crise de l'énergie, légitimé par la compétitivité de l'économie japonaise sur les marchés mondiaux, validé par son taux de croissance annuel et le volume de ses exportations. L'agencement institutionnel japonais venait de *dépasser* (absorber) la crise énergétique en adoptant/adaptant la dernière vague technologique, l'informatique (*computer science*), en opérant une mutation de son système techno-industriel, d'abord par la robotisation de la production industrielle et la construction d'une industrie mécatronique (mécanique informatisée), puis en injectant l'informatique dans tous les biens de consommation, depuis les cuiseurs de riz, les appareils photo, jusqu'aux ordinateurs et

téléphones. Cette mutation conduisit à la création d'une industrie des composants électroniques surpuissante spécialisée dans le *hardware*. Que cette technologie fût importée n'était pas perçu au départ comme un risque majeur. Puisque toute technique est générique, peu importe qui la découvre ; ce qui compte, c'est ce qu'une nation est capable d'en tirer.

Cette mutation techno-industrielle reposait sur une culture spécifique de la valeur ajoutée, du progrès technologique traité comme l'interface entre une socio-économie donnée et l'environnement naturel. Elle ne visait pas à se substituer au travail humain mais à le transformer pour augmenter la qualification et la performance des employés et des entreprises. Le but de cette mutation était de neutraliser les aléas inhérents aux matières premières, l'augmentation de leur coût, les risques géopolitiques ou les effets de rareté. Il était aussi de réduire les pollutions industrielles, la dégradation de l'environnement naturel et des conditions de la vie humaine dans la nature⁶. L'énergie était et demeure la question centrale. Si la crise de l'énergie avait pour objectif la substitution des hydrocarbures au charbon, la technostructure japonaise des années 1970 entreprend la substitution de l'électricité au pétrole et au gaz⁷. Elle opte pour le nucléaire. Avec l'accord du gouvernement américain, la technologie nucléaire civile était développée au Japon depuis 1955 sous la conduite de Nakasone Yasuhiro, membre influent du Parti Libéral-Démocrate, Premier ministre de 1982 à 1987. En réponse à la crise des hydrocarbures, les grandes compagnies d'électricité entreprirent à partir des années 1970 le déploiement d'une infrastructure énergétique en réseaux découpant le territoire, où les centrales nucléaires jouaient un rôle régulateur dans le mixte énergétique. Ce régime énergétique et industriel a été déconstruit par la catastrophe de Fukushima le 11 mars 2011.

Comme on l'a vu, le postmoderne n'était au départ qu'une nouvelle doctrine étrangère à assimiler et à adapter. Dans un premier temps, les élites japonaises se sont senties immunisées contre le virus postmoderne qui taraudait l'Occident. Le Japon de la fin des années 1960 est une société de plein emploi, d'affluence relative, qui se considère comme une « grande classe moyenne », inclusive et éduquée, désormais pacifiée par l'accès à la consommation de masse⁸.

⁶ Les pollutions industrielles, comme la catastrophe de Minamata et bien d'autres, sont un grand scandale des années 1960 et conduisent le MITI à concevoir un nouveau modèle industriel qui déterminera les politiques de l'environnement au Japon dès cette époque. Voir Rieu (2022, chap. 6.1 et 6.2).

⁷ La doctrine fut exposée au Japon au début des années 1990. Voir Sakayia (1991).

⁸ « Common prosperity » et « Moderate prosperity » sont l'objectif explicite

Le mouvement postmoderne semble donc exposer une crise propre aux sociétés modernes euro-américaines. Une conclusion s'est imposée : le Japon avait mis au point une postmodernité qui lui est propre et prouvait la réussite d'un modèle alternatif de modernité industrielle. Une formule condense cette expérience collective : le *dépassement de la modernité euro-américaine*. Ce postmoderne japonais des années 1980 exprime une atmosphère de fierté nationale, de satisfaction collective, par un chauvinisme patriotique, un nationalisme *soft*, d'autant plus séduisant que la nation japonaise se sentait libérée de ses démons historiques, affranchie de cette « société du remords » qui dominait la période d'après-guerre.

Les discours et les postures intellectuelles étaient souvent équivoques et les observateurs étrangers ont vite dénoncé un retour du nationalisme japonais. C'était l'époque des *nihonjinron*, un ensemble de débats, discours, recherches sur « les caractéristiques nationales ». Ce fut une idéologie virale et multiforme, invoquant l'essence, l'esprit ou la vérité transhistoriques du Japon, objet d'innombrables articles de presse et travaux académiques⁹. Politiquement, ce fut une période à la fois populaire et élitiste, populiste et néoconservatrice. Les étrangers ont ridiculisé et condamné cette glorification, mais n'en ont pas moins été séduits par cette image de lui-même que cultivait le Japon. *Nationalisme* est un mot trop fort, *patriotisme* inexact, *chauvinisme* trop faible pour décrire la revendication d'une identité collective à la fois retrouvée et réinventée (voir Anderson 1983). Cette séquence constitue un moment fort du postmodernisme : dans un monde asynchrone et inégalitaire, le processus de modernisation est toujours un processus de *rattrapage* externe et interne à la fois. Le postmoderne japonais indique un seuil où une population partage le sentiment que ses idéaux et objectifs historiques sont atteints, ses sacrifices récompensés, sa fierté collective (re)trouvée. Les individus et les groupes sont (re)devenus ce qu'ils pensent ou désirent être collectivement : modernes, à l'abri du besoin, indépendants, reconciliés avec leur passé et pleins d'espoirs. À ce moment-là, ce peuple se sent fort, reconnu et ambitieux : un modèle¹⁰.

du gouvernement chinois depuis la fin des années 1970 jusqu'à aujourd'hui. C'est une norme politique : contrôler les seuils d'inégalité, maintenir le taux de croissance et le niveau d'emploi. Il faut y ajouter désormais la sécurité sanitaire. C'est aussi un critère de légitimité politique qui explique en partie l'évolution récente du régime : la conjoncture mondiale actuelle ne permet plus de satisfaire de tels objectifs.

⁹ Un auteur influent fut Doi Takeo (1981), psychiatre, devenu anthropologue. Ses livres, immensément populaires, étaient recommandés pour comprendre le Japon, les mentalités et les relations humaines. Voir Moore (1967-1982) pour un panorama des thèmes standard de l'époque.

¹⁰ Les intellectuels chinois avec lesquels on travaillait à la fin des années

Le cas du Japon est paradigmatique ; son évolution historique n'est pas linéaire mais reproduit sous d'autres formes des séquences qu'on retrouve ailleurs dans le monde. Les spécialistes du Japon, japonais ou non, ont vite compris que le pays avait déjà traversé une telle séquence historique. Les *nihonjinron* qui fabriquaient en série l'essence du Japon des années 1980, étaient une parodie de l'histoire, des simulacres avec lesquels on pouvait jouer mais auxquels on ne pouvait pas croire. Ce Japon postmoderne était modernisé dans ses usages quotidiens, ses industries et ses technologies, ses modes de communication et de formation. Mais il avait aussi utilisé sa richesse pour sauvegarder, restaurer et développer sa culture prémoderne et moderne. Il n'avait pas renoncé à ses strates historiques ; il les empilait les unes sur les autres en multipliant les circulations et les interférences. L'*essentialisme* postmoderne affiché n'était qu'un simulacre, un jeu de rôle collectif, en rien comparable au nationalisme des années 1930 et 40, à la recherche hystérique de l'être *national* (*kokutai*) incarné dans l'empereur, unifiant tout un peuple en lui assignant un destin pour le sauver du virus fatal de la modernisation occidentale.

Le postmodernisme des années 1980 ne niait pas l'histoire, les horreurs d'une guerre totale qui dura de 1931 à 1945 et se solda par le contraire du but escompté : la défaite militaire, la reddition sans condition, la colonisation du Japon par les États-Unis, la transformation de l'empereur en simple symbole national. Cette défaite révéla l'impasse de la première modernisation japonaise qui avait établi un État totalitaire ultranationaliste (Rieu 2015). Sous contrainte américaine, cette déconstruction a conduit le Japon à entreprendre une reconstruction, à développer une deuxième modernisation que les intellectuels japonais ont qualifié de « modernisation inachevée » (Maruyama 1945)¹¹. Le postmoderne des années 1980 ravivait donc une double mémoire. D'abord celle d'un colloque célèbre qui s'est tenu à Tokyo en 1942, il y a 80 ans cette année. La similitude de ces deux séquences historiques, leur différence aussi, a été explorée par un groupe de spécialistes du Japon, américains et japonais, dans une

1990 et jusque vers 2004-2005 accédaient au moment postmoderne d'une identité conquise, d'une histoire surmontée, d'un destin retrouvé. On était sur la voie d'une « réforme ».

¹¹ Maruyama Masao, *La pensée moderne*, un court essai paru le 14 août 1945, cité par J.V. Koschmann dans Miyoshi et Harootunian (1989 : 125). L'enjeu pour les intellectuels japonais comme Maruyama était de concevoir et construire une modernisation endogène (voir Joly 2018). Les États-Unis entendaient dicter les bases du Japon d'après-guerre, imposer une constitution et un régime politique. Il faut insister sur le travail de mémoire conduit au titre de la société civile par des générations successives d'écrivains, d'historiens, de sociologues et de philosophes japonais. Par exemple, les travaux de Tsurumi Shunsuke (voir Olson 1992).

série de séminaires organisés aux États-Unis en 1987 (Miyoshi et Harootunian 1989).

Le colloque de 1942 avait pour thème « le dépassement de la modernité »¹². Il réunissait les principaux intellectuels japonais de l'époque. L'objet et l'enjeu étaient la guerre non seulement contre les États-Unis mais contre la civilisation occidentale dont les valeurs, les finalités, les méthodes mettaient en cause la civilisation japonaise, son organisation politique, économique et sociale, sa culture, ses valeurs et ses finalités. Le Japon se trouvait face à un pouvoir industriel et militaire qui imposait ses propres règles et finalités, au mépris des « caractéristiques nationales » du Japon. Ce pouvoir politique, industriel et militaire, le capitalisme donc, s'était affranchi de son *lieu* historique d'émergence ; il entreprenait de convertir/pervertir l'Asie de l'Est, de dominer le Japon. L'enjeu consistait à clore la modernisation/occidentalisation du Japon pour dépasser la modernité occidentale. Pour ces intellectuels, tous spécialistes de l'Europe, la seule solution était la guerre totale ; la méthode pour accumuler la puissance nécessaire à une telle guerre était l'ultranationalisme : le culte de l'être national sacré, l'empereur, le corps vivant de la nation (*kokutai*), la volonté de le servir jusqu'à la mort pour la sauver, de s'y sacrifier par-delà le bien et le mal (Rieu 2001).

Mais le postmoderne japonais ravivait en même temps l'inachèvement de la démocratie japonaise et les failles de son système social. Cela n'avait rien à voir avec le nationalisme des années 1940, mais dans la tête des intellectuels, cela avait tout à voir avec un projet de refonte politique, économique et sociale bloqué par les forces d'occupation américaines¹³. Cette résurgence du sentiment national et la contradiction entre les deux séquences historiques ont eu un effet profondément libérateur. Plus exactement, sans le nier, la nation japonaise avait finalement dépassé ce passé : elle en portait la trace, mais cette trace n'affectait plus son avenir. L'horizon s'élargissait. Les Japonais pouvaient aborder le monde différemment, s'engager dans son évolution. Le postmoderne donnait accès à une autre modernité, un autre *réel* tissé de problèmes différents, tout aussi redoutables.

La déconstruction du Japon postmoderne

Selon une formule courante à l'époque, le Japon avait principalement vu le monde de l'intérieur, *inside out* ; il allait maintenant

¹² *Overcoming modernity* (voir Calichman 2005).

¹³ John Dower (1999) explique pourquoi le procès de Tokyo des criminels de guerre japonais a été suspendu, l'influence des milieux américains d'extrême droite dans la rédaction de la Constitution de 1947, dans la création du Parti Libéral Démocrate au pouvoir (sauf de brèves interruptions) depuis 1955.

apprendre à le voir *outside in*, de l'extérieur vers l'intérieur. La réponse du Japon à la première crise de l'énergie se révéla un succès : la technosstructure japonaise avait mis au point un nouveau type de politique industrielle fondé sur l'assimilation d'une nouvelle vague technologique et son adaptation progressive à tous les grands secteurs de son économie grâce aux départements de Recherche et Développement des grands groupes industriels¹⁴. Pour les acteurs de cette technosstructure, que cette vague ait été importée de l'étranger ne présentait pas un risque critique. Ce qui compte, c'est le *supplément* qu'on apporte aux ressources naturelles, à l'histoire et au passé, à la nature et aux modèles importés. Cette conception de la valeur ajoutée s'est avérée une erreur épistémologique : elle tend à refouler non seulement la source de la découverte, mais surtout à méconnaître la complexité des processus d'innovation, la diversité des milieux et des intérêts, des compétences et des investissements qui produisent l'innovation, conditionnent sa diffusion et son impact.

Les succès du Japon offusquaient de nombreux milieux américains : le gouvernement lui-même, les industriels aussi bien que les universités à la source de cette vague technologique, qui avaient formé les spécialistes japonais, qui se trouvaient désormais concurrencés par les exportations japonaises sur tous les marchés des pays industrialisés qui avaient prospéré sous la tutelle des États-Unis. La situation se dégrada très vite : les deux accusations principales étaient le plagiat et le *dumping*. Les négociations entre les administrations américaines et japonaises, entre Ronald Reagan et le Premier ministre Nakasone, ne permettaient pas de trouver une solution à un problème devenu insoluble. Les deux pays ne vivaient pas dans le même monde¹⁵. Pour les États-Unis, il ne s'agissait pas d'un conflit commercial négociable comme le prétendait le gouvernement japonais. L'enjeu portait sur l'hégémonie technologique et industrielle de long terme des États-Unis ; ils entendaient contrôler à leur profit une technologie en train de transformer l'économie mondiale, les communications, la défense, l'information, l'éducation et le divertissement. D'une part, les Japonais ne pouvaient pas renoncer à la mutation en cours de leur économie, d'autre part ils dépendaient des États-Unis pour assurer leurs besoins énergétiques. Ils pouvaient faire durer la négociation, mais ils devraient trouver une parade.

¹⁴ Les meilleurs spécialistes européens étaient à Tokyo pour étudier ce nouveau type de politique industrielle. L'étude la plus influente fut celle de Freeman (1987). Voir Fransman (1990). Voir aussi Rieu (2022 : 246-249).

¹⁵ La conception du monde et des relations internationales développée dans les années 1980 est radicalement différente de la volonté hégémonique des États-Unis, de la Chine et de la Russie aujourd'hui.

La solution adoptée par les États-Unis fut une sorte d'Hiroshima monétaire : ils réunirent le 22 septembre 1985 à l'Hôtel Plaza de New York les membres du G5 (Allemagne de l'Ouest, France, Japon, Royaume-Uni). Il fut décidé de dévaluer le dollar, en fait de provoquer une réévaluation du yen et de briser la compétitivité des exportations japonaises. De 1985 à 1987, la valeur du dollar par rapport au yen baissa de 51%. En retour, la montée du yen conféra aux entreprises japonaises une puissance financière leur permettant d'acquérir des biens immobiliers et de grandes entreprises aux États-Unis et dans le monde. Surtout, certains groupes entreprirent de délocaliser leur production sur les côtes chinoises pour produire et exporter directement à partir de Chine. Déstabilisée de l'intérieur, l'économie japonaise entra en crise en 1991 ; elle n'en est pas sortie.

La deuxième version du postmoderne japonais : l'âge des politiques de recherche

La technostructure disposait d'un modèle : la stratégie nationale face à la crise de l'énergie des années 1970. La méthode devait changer d'échelle pour dépasser toute source d'augmentation des coûts de production par un niveau d'innovation susceptible de transformer la valeur des biens et des services proposés. Les entreprises et les universités devaient internaliser le fait qu'elles ne pouvaient se contenter d'importer les innovations : elles devaient les produire elles-mêmes par des politiques de recherche d'un nouveau type, combinant à la fois une recherche dite générique et la recherche d'applications multiples. La déconstruction postmoderne japonaise créait une nouvelle épistémologie faisant converger au cœur du système économique et social la science et l'ingénierie, la recherche et l'innovation. Cette épistémologie a engendré une seconde version du postmoderne japonais : elle a pour caractéristique d'édifier un système économique et social où les activités de production et de transfert des connaissances deviennent une plateforme sur laquelle se développe une société. C'était une *vision* qu'il fallait encore conceptualiser et mettre en œuvre. On n'est plus dans le concept moderne de science, de technologie, de révolution industrielle. Un nouveau type de société industrielle se profilait au Japon.

Cette avancée théorique et politique s'est opérée à partir des années 1990 : elle a d'abord eu pour objectif de renforcer la cohérence des politiques de recherche en place, puis d'opérer leur changement d'échelle. Le cap a été franchi en 1995 avec le vote d'une Loi-cadre pour la science et la technologie (*Basic Law for Science and Technology*). La recherche devint un fondement de l'État japonais. Six programmes de recherche de cinq ans chacun furent négociés, financés et mis en œuvre, le sixième fut présenté le 26 mars 2021. Ils concernent tous les secteurs de la société et de l'économie japonaises, y

compris l'énergie et l'environnement. La conception, le financement et la réalisation de tels programmes posent aux sociétés industrielles avancées des problèmes de fond qui ne sont pas tous élucidés.

Cette stratégie a été conçue et instaurée sous contraintes fortes. Comprendre et évaluer la mutation qu'elle introduisait et les effets escomptés a pris du temps. Étant donné les moyens financiers alloués, la mobilisation des ministères, des entreprises et des universités concernés, les acteurs de cette mutation en attendaient des résultats tangibles : une refonte et un redémarrage. La crise s'aggravait ; la déconstruction de l'économie, des politiques sociales, la baisse des exportations, des bénéfices des entreprises et de l'emploi s'accélérait ; les déficits augmentaient. Le répertoire des mesures disponibles et des théories qu'elles supposent était épuisé. Rien n'entravait cette déconstruction. À partir de 1996, un diagnostic s'est imposé : puisque la crise n'était pas décrite par les théories admises et ne répondait pas aux modes d'intervention disponibles, la seule solution était d'entreprendre sa description, d'en chercher les conditions, de formuler les réponses possibles et d'en débattre.

Dépassement du post-moderne, ouverture d'une autre modernité

Le postmoderne japonais a donc pris fin vers 2000 : la technos-structure japonaise a admis que la stratégie consistant à développer des politiques de recherche de plus en plus inclusives avait dépassé les bornes de la seule compétitivité¹⁶. L'enjeu n'était plus de surmonter une crise, mais de s'adapter à une déconstruction systémique dont personne ne connaissait l'issue, qu'il fallait pourtant analyser pour la *surfer*. Une étape était franchie sans retour en arrière possible. Le Japon suivait une nouvelle trajectoire, non explorée jusqu'à présent. Même si apparemment rien n'avait changé, tout était différent. Le seuil de la modernité était franchi ; cette dynamique l'éloignait du modèle historique de la modernisation. Rétrospectivement, le moment postmoderne a marqué une fin et une transition s'est ouverte. Il faut encore la penser et en débattre pour qu'elle se réalise.

Watanabe Chihiro, un des acteurs majeurs des stratégies japonaises de recherche et d'innovation depuis les années 1970, a dressé en 2006 un constat qui concerne tous les pays industriels avancés (voir Watanabe et Fukuda 2006 ; Watanabe 2006). En comparant dans le domaine des services, les réformes japonaises à celles

¹⁶ Un problème majeur est la grande difficulté d'exposer au public la complexité d'une situation dont il subit les conséquences mais dont les processus sont invisibles, mal connus et objet de débats entre spécialistes. Le manque de culture épistémique est un obstacle invisible. Beaucoup d'historiens, philosophes, sociologues et politologues, y compris la majorité du personnel politique, en ignorent tout ou n'y croient pas.

entreprises aux États-Unis depuis les années 1990, il a montré que le modèle japonais traitait le progrès technologique (l'informatique donc) comme un moyen de surmonter tout facteur réduisant la compétitivité et la productivité d'une économie. La technostructure japonaise n'a pas considéré l'informatique en fonction des transformations économiques, sociales et culturelles qu'elle pouvait générer. Elle l'a enfermée à l'intérieur du système économique et social en place pour la mettre au service de sa reproduction, de son extension et de sa compétitivité. La nouvelle vague technologique n'a été pensée que pour sa capacité à créer de nouveaux produits, services et industries, sans inclure les nouveaux modes de vie, d'interactions sociales et de pratiques institutionnelles¹⁷. La preuve en est que le Japon a privilégié le *hardware* (instruments, équipements, objets), alors que les États-Unis dominaient le *software*. Watanabe en tire l'idée de *coévolution*, idée typiquement postmoderne mais dont les conséquences le dépassent en même temps. Toute innovation technologique peut certes être mise au service d'un pouvoir politique, bureaucratique, industriel ou militaire. Mais on ne peut explorer et développer ses potentiels sans innovation institutionnelle et sociale qui confère aux chercheurs, ingénieurs et usagers le degré d'autonomie nécessaire à son essor. Les deux domaines suivent des logiques et des finalités différentes, mais l'un n'a pas à être mis au service de l'autre. C'est quand ils sont mis en interaction par une instance de régulation démocratique dans un système économique et sociale adaptatif et évolutif qu'une nouvelle vague technologique développe ses virtualités.

Cette épistémologie nouvelle n'est encore qu'une version restreinte d'une évolution plus profonde qui préfigure dans les pays industriels avancés un nouveau type de socio-économie, encore difficile à conceptualiser, mais que propulsent la crise énergétique et le changement climatique. Une étape majeure a été franchie en passant de l'opposition entre science et technologie à un lien interne entre deux champs et deux types d'investigation, exprimé par le concept de « recherche et innovation ». Un tabou épistémique est franchi. Mais pour que cette transition s'opère, des réformes institutionnelles en cascade sont nécessaires¹⁸. Les acteurs japonais de cette

¹⁷ Le fait qu'aucune nation n'ait (pour le moment) conçu et franchi cette étape ne réduit pas la valeur de ce commentaire. C'est une faiblesse épistémologique, irréductible à une sociologie ou une économie des sciences. Les usages actuellement dominants apportent une révolution technologique encore mal conceptualisée. Voir Rieu (1995 : 25-67).

¹⁸ On l'entend souvent : « la faiblesse du Japon est son système politique ». La *technostructure*, la haute administration et les dirigeants des grands groupes industriels, ainsi que les responsables des institutions académiques, ont compris que cette transition conduisait le Japon dans une voie qui outrepassait leurs intérêts de classe et/ou professionnels,

évolution ont vite compris que chaque réforme en appelle une autre, sans qu'on puisse prévoir où conduit ce processus. C'est pourquoi le Japon n'est pas une norme ou un modèle, juste un cas permettant d'évaluer le type d'évolution dans lequel s'engagent les sociétés industrielles quand elles entreprennent de gérer leur évolution de longue durée par une politique d'innovations de rupture. En réalité, l'innovation caractérise un type de société.

La réforme décisive fut la *Loi-cadre pour la science et la technologie* de 1995, qui avait pour objectif d'édifier un « système national de recherche et d'innovation » cohérent et distribué sur le territoire. Elle visait à sortir par l'innovation tout azimut l'économie japonaise de sa crise systémique, en renforçant les entreprises existantes, en créant de nouvelles industries, afin d'assurer l'emploi, le niveau de vie et de consommation de la population, d'augmenter les recettes fiscales pour financer l'État et les politiques sociales, y compris les politiques de recherche. L'enjeu était de mettre au point une « spirale positive » pour assurer à la nation une dynamique endogène de long terme, en intensifiant en même temps les collaborations internationales. Le défi d'une telle épistémologie est de faire émerger de nouveaux domaines d'innovation pour répondre aux multiples contraintes actuelles. Les budgets de la recherche furent adaptés aux ambitions et assurés, malgré les déficits publics croissants. Le message à retenir est clair : dans une conjoncture de longue durée dominée par les contraintes environnementales, la dynamique sociale s'exprime dans la conception de politiques de recherche dont la finalité principale aujourd'hui est d'opérer une adaptation de la nation japonaise aux évolutions de l'environnement biophysique.

Le 3^e plan (2006-2010) constitua le moment clef de cette stratégie¹⁹. En 2005-2006, la conjoncture économique était plus favorable : l'économie japonaise retrouvait sa compétitivité et une croissance positive grâce à de nouveaux produits de forte valeur ajoutée à l'exportation – en particulier les écrans plats et leurs composants. L'enjeu consistait à réaliser les objectifs du plan : produire des connaissances nouvelles. C'était urgent : des spécialistes japonais avaient observé que tous les pays industrialisés se convertissaient à la

l'ordonnancement social en place. La dynamique ici exposée est sinon bloquée, du moins entravée par les différents groupes d'intérêt associés dans la technostructure actuelle. Ses divisions devenues manifestes après Fukushima ont été neutralisées durant les gouvernements Abe.

¹⁹ Le premier plan (1996-2000) avait pour but de moderniser les structures de recherche et d'en créer de nouvelles (y compris des postes). Le deuxième plan consistait à réformer les universités et à les inciter par un programme de « centres d'excellence » à monter le niveau de leurs recherches aux « frontières du savoir ». Le but était (reste) de faire émerger des thèmes nouveaux, transdisciplinaires, en construisant des partenariats industriels et des collaborations internationales.

conception de politiques de recherche inclusives et de long-terme. Pour maintenir son avance, le Japon devait échapper à cette course mimétique qui intensifierait la compétition par les coûts de production, rognerait les bénéfices des entreprises, accentuerait la standardisation des produits et réduirait ainsi le potentiel d'innovation des firmes. L'industrie et la recherche japonaises devaient s'extraire rapidement de la spirale mimétique dans laquelle les autres pays industriels étaient engagés et le restent aujourd'hui.

Il s'agissait de réformer une nouvelle fois la conception de l'innovation et la stratégie de compétitivité. Les industriels japonais avaient appris leur leçon : la haute valeur technologique les avait souvent conduits à concevoir des produits trop coûteux, dépassant les attentes et les usages des consommateurs, finalement sans clientèle suffisante pour rentabiliser les investissements. Une solution était disponible : diverses théories proposaient de se placer du point de vue des consommateurs et des usagers. Les études de marché n'étaient pas simplement des techniques de vente ; elles étaient aussi des techniques de conception de produits et de services permettant d'explorer les potentiels d'une technologie en fonction des besoins et les désirs des divers groupes sociaux. La société était plus créative que les créatifs²⁰.

Surfer ces évolutions par la recherche et l'innovation exigeait des adaptations institutionnelles toujours plus profondes. L'interaction entre les universités, l'appareil d'État et les grandes entreprises montrait ses limites et ses présupposés : la société était réduite à des cibles commerciales et au pouvoir d'achat des consommateurs ; l'impact sur l'environnement était réduit à un effet dérivé. Or la politique de recherche devenait de plus en plus diversifiée et inclusive ; elle touchait tous les secteurs de la vie en société. La société japonaise dans sa réalité quotidienne, sa composition et son évolution, a pénétré le processus d'innovation pour y jouer un rôle croissant. La société changeait plus vite que l'économie. Des chercheurs ont expliqué qu'il fallait opérer un renversement²¹. L'idée était de concevoir la recherche et l'innovation à partir de la société, en se situant *sous* l'économie, là où une population s'approprie tacitement des savoirs et des objets en les adaptant à la diversité de ses usages, besoins et désirs.

²⁰ En exerçant une influence croissante, le mouvement *Design thinking* suscite des collaborations inédites et fructueuses, y compris dans les campus. Le style *low cost/high design* est typiquement postmoderne.

²¹ Le débat était et reste particulièrement ouvert chez les jeunes chercheurs du *National Institute of Science and Technology Policy* (NISTEP), agence de recherche et de conseil du Ministère de l'éducation, de la culture, du sport, des sciences et des techniques (MEXT). Sur l'état actuel du débat, voir Bengtsson, Edquist (2022).

Ce *tournant social* s'est opéré sans éclat parce qu'il était une solution pragmatique aux conséquences imprévisibles. L'objectif était de partir des réalités quotidiennes de la société japonaise, de sa démographie et de sa sociologie, des besoins de la population, des désirs et aspirations des divers groupes sociaux, de la variété des histoires et des territoires. La conception et la pratique de la recherche et de l'innovation se transformaient. Une troisième version du paradigme de l'innovation s'ouvrait. L'enjeu consistait à trouver dans cette diversité des tendances des domaines d'innovation où les avancées technologiques pouvaient se finaliser et les tendances sociales s'exprimer. L'innovation devenait effectivement aussi bien sociale que technologique. Cette approche intensifiait l'interdisciplinarité conçue comme l'axe majeur de l'innovation. Aspirées dans cette reconfiguration, les sciences humaines et sociales étaient appelées à prendre leurs responsabilités.

Cette réalité n'était plus une *vision*, mais restait un projet. Rien ne s'est produit comme prévu. Les événements se sont précipités. La crise de 2008 a fait dérailler les voies ouvertes par le troisième plan ; elle a balayé une économie japonaise encore fragile. Les exportations se sont effondrées, ainsi que les profits des entreprises. Il fallut à nouveau redistribuer la production en Asie de l'Est pour réduire les coûts de production, restructurer les entreprises, adapter l'emploi et les salaires. Le plan et ses objectifs furent suspendus, les budgets réduits par l'explosion des déficits commerciaux et financiers. Une leçon s'est finalement imposée, sans que sa portée soit pleinement évaluée : l'économie japonaise depuis la fin du XIX^e siècle et surtout depuis sa reconstruction après 1945, a toujours reposé sur les exportations. L'économie de la haute valeur ajoutée des années 1980 avait justifié et intensifié cette dépendance à l'égard des marchés étrangers en misant sur une croissance continue de l'économie mondiale. Or toutes les nations s'étaient industrialisées et s'industrialisaient encore sur ce même modèle. La crise de 2007-2008 prouvait que l'économie globalisée et ses marchés imbriqués ne pouvaient pas croître indéfiniment et absorber un flux croissant d'exportations. Croire en une hausse indéfinie de la consommation mondiale était absurde. La crise de 2008 mettait donc en cause les présupposés historiques et les limites de tout le modèle d'industrialisation. La version américaine de ce même diagnostic constatait que les sociétés industrielles étaient entrées dans une « récession de long terme » ou une « stagnation séculaire » (voir Gordon 2010 ; Summers 2013) : les mutations technologiques n'étaient plus capables de rétablir un taux de croissance nécessaire pour assurer la stabilité et la durabilité des systèmes socio-industriels actuels. L'idée de Watanabe Chihiro se voyait confirmée : la solution n'est pas seulement dans la technologie mais dans l'innovation institutionnelle et sociale qui finalise son développement.

Depuis 2008, les pays industriels conscients de cette situation butent sur le même obstacle : escompter qu'une croissance mondiale pourra éventuellement absorber les flots d'exportation est un objectif incompatible avec l'état des ressources naturelles et de l'environnement biophysique. Pour sortir de cette stratégie, une vision a pris forme : instaurer une croissance endogène, ouverte en même temps aux échanges internationaux, associée à une redistribution intérieure plus juste (efficace) des profits et à une régulation de l'impact sur l'environnement. Cette spirale positive est une perspective difficile à performer : préserver l'emploi est prioritaire pour garantir le niveau de vie et le pouvoir d'achat, pour financer les politiques sociales. Elle requiert une conversion de l'innovation et des investissements industriels, d'inscrire dans les échanges des critères et des normes favorables à l'emploi, la santé et la protection de l'environnement. Les déficits devraient d'abord augmenter afin d'atteindre progressivement un nouvel équilibre. Un nouveau régime des échanges internationaux devrait être établi : ils seraient sélectifs puisqu'ils répondraient à des normes renforcées mais aussi incitatifs pour les pays concernés par cette évolution. Dans cette conversion, les universités joueraient un rôle décisif pour produire une intelligence adéquate de la situation et élaborer les réponses politiques, sociales, économiques et technologiques à débattre²². Cette solution n'est que virtuelle, mais fut assez consistante pour inspirer en 2009 l'arrivée au pouvoir d'une majorité social-démocrate. Beaucoup d'idées furent débattues. Un quatrième plan devait être présenté fin mars 2011. Le 11 mars 2011, la catastrophe de Fukushima a rebattu toutes les cartes : elle pose des problèmes impossibles à éluder et à traiter dans le cadre institutionnel existant.

L'infrastructure énergétique du Japon était organisée autour d'un réseau de centrales nucléaires qui régulaient la production de l'énergie électrique et assurait sa distribution dans les différents secteurs d'activité. Une disruption de cette infrastructure est un défi à la fois politique, social, économique et financier, écologique mais aussi épistémique. Fukushima rappelle que le nucléaire a été la technologie énergétique propre à une économie de la haute valeur ajoutée. Il ne s'agit pas de s'en passer ; mais il doit redevenir un objet de recherche et de débat. Transformer la conception, les besoins et l'organisation de la production d'énergie, c'est reconfigurer la société aussi bien la sphère économique que le rapport à l'environnement. C'est apprendre à internaliser l'environnement dans la structure d'une société. Certes un tsunami a déclenché la catastrophe, mais l'autre cause de la catastrophe est institutionnelle : les réseaux de pouvoir associant les industries énergétiques alimentaient les secteurs industriels dominants, finançaient les médias, les partis

²² Rieu (2021), chap. 5.

politiques et les experts aussi bien académiques que privés. À travers la production et la distribution d'énergie, ces réseaux de pouvoir contrôlent la nation, la population, le territoire et le régime institutionnel²³. En résumé, pour opérer une transition énergétique et établir un nouveau type d'interaction entre une société donnée et son écologie, il faut savoir et pouvoir opérer une reconstruction institutionnelle capable de produire des connaissances fiables et d'engager un processus démocratique capable d'associer une population à une telle transformation.

Une autre modernité à inventer

Les sociétés industrielles avancées sont dans une phase de transition. Cette mutation engage la conception, l'organisation et la fonction des activités de connaissances (y compris les sciences humaines et sociales) dans la conduite de leur évolution afin d'internaliser l'impact des contraintes environnementales. Le Japon est un cas extrême d'une telle mutation, mais rien dans la transition exposée et la matrice conceptuelle balisée n'est spécifiquement japonais. Ce texte se veut une plateforme de recherche et de débat pour examiner comment différentes nations se situent dans ce processus de modernisation multiforme qui atteint un moment où son impact sur l'environnement biophysique n'est plus soutenable. La modernité est cette phase de singularité où une société franchit un seuil de déconstruction où les institutions qui l'organisent et pilotent son évolution, où les individus et les groupes qui la composent, sont face à leur capacité à se transformer pour s'assurer un avenir. Où va le Japon ? Nul ne le sait. Est-il dans une impasse ? Il est simplement en avance dans l'impasse des sociétés industrielles.

Alain-Marc Rieu
(Université Jean Moulin Lyon 3)

Références

- Anderson, B. (1983) *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. New York : Verso.
- Bengtsson, L., Edquist, Ch. (2022) "Toward a holistic user innovation policy", *International Journal of Innovation Studies*, n° 6, 2022, pp 35–52 <https://doi.org/10.1016/j.ijis.2022.02.002>
- Calichman, R. (2005) *What is modernity? Writings of Takeuchi Yoshimi*. chap. 5. New York : Columbia University Press.
- Doi, T. (1981) *The anatomy of dependence*. Tokyo : Kodansha.
- Dower, J. (1999) *Embracing defeat. Japan in the wake of World War II*, chap. IV. New York : Norton.

²³ Rieu (2012).

Gordon, R. (2010) "Revisiting U.S. Productivity Growth over the Past Century with a View of the Future", Cambridge, MA, *National Bureau of Economic Research*, mars <<http://www.nber.org/papers/w15834>>.

Fransman, M. (1990) *The Market and beyond: Cooperation and Competition in Information Technology Development in the Japanese System*. Cambridge : Cambridge University Press.

Freeman, Ch. (1987) *Technology and economic performance: lessons from Japan*. Londres : Pinter.

Fukuyama, F. (1989) "The End of History?", *The National Interest*, no. 16 : 3–18.

Johnson, Ch. (1982) *MITI and the Japanese miracle. The growth of industrial policy, 1925-1975*. Tokyo : Tuttle Publishers.

Joly, J. (2018) *Maruyama Masao, Essais sur l'histoire de la pensée politique au Japon*. Paris : Les Belles Lettres.

Lyotard, J.-F. (1979) *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*. Paris : Éditions de Minuit.

Meadows, Do., Meadows, De., Randers, J. et Behrens, W. (dir.) (1972), *The Limits to Growth, A Report for the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind*. New York : Universe Books.

Meschonnic H. et Hasumi Sh. (dir.) (2002) *La modernité après le post-moderne*. Paris : Maisonneuve & Larose.

Miyoshi, M. et Harootunian, H. D. (1989) *Postmodernism and Japan*. Durham : Duke University Press.

Moore, Ch. (dir.) (1967-1973) *The Japanese mind. Essentials of Japanese philosophy and culture*. Tokyo : Tuttle Company.

Ohmae, K. (1987) *Beyond national borders. Reflections on Japan and the world*. Tokyo : Kodensha International.

Olson, L. (1992) *Ambivalent moderns. Portraits of Japanese cultural identity*, pp. 133–144. Savage (Maryland) : Rowman & Littlefield.

Rieu, A.-M. (1995) « Révolutions scientifiques et conceptions de la démocratie », in A.-M. Rieu & G. Duprat (dir.), *La culture démocratique européenne*, pp 25–67. Paris : Eska.

Rieu, A.-M. (1995) : « Mondialisation contre globalisation. Le principe de diversité et la démocratie ». Séminaire de la *Société franco-japonaise des sciences économiques*, Tokyo : Waseda University, Department of Economics, 16 novembre, <https://halshs-02943524>.

Rieu, A.-M. (2001) *Savoir et pouvoir dans la modernisation du Japon*. Paris : Puf.

Rieu, A.-M. (2012) « Penser après Fukushima. Technologie souveraine et contrôle démocratique », Tokyo, revue *Ebisu*, n° 47 (*Catastrophes du 11 mars 2011, désastre de Fukushima. Fractures et émergences*), Spring-Summer : 69–78, <http://hal-00701743>.

Rieu, A.-M. (2015) “The syndrome of *overcoming modernity*. Learning from Japan about ultranationalism”, Lyon, revue *Transtexts / Transcultures*, <https://halshs-01390067>.

Rieu, A.-M. (2021) “Academic Freedom, Autonomy of Universities: Turning Point in the Evolution of Industrial Societies”, Lyon, *Transtext/Transcultures* n° 16 (*Academic Freedom in a Global Context*), <https://doi.org/10.4000/transtexts.1616>.

Rieu, A.-M. (2022) *Managing knowledge, governing society. Social Theory, Research Policy and Environmental Transition*. Londres : Routledge.

Sakayia, T. (1991) *The knowledge-value revolution or an history of the future*. Tokyo : Kodansha International.

Summers, L. (2013) <https://www.youtube.com/watch?v=KYpVzBbQIX0>, 8 novembre.

Vogel, E. (1981 [1979]) *Le Japon médaille d'or*, trad. de l'anglais. Paris : Gallimard.

Watanabe, Ch. et Fukuda, K. (2006) “National innovation ecosystems: The similarity and disparity of Japan-US technology policy systems toward a service-oriented economy”, Sage, *Journal of Service Research*, vol. 6, no. 1.

Watanabe, Ch. (2009) “Co-evolutionary dynamism of innovation and institutional systems”, dans *Managing innovation in Japan. The role institutions play in helping or hindering how companies develop technology*. Berlin : Springer.